



Conseil économique et social

Distr. : Générale
4 octobre 2011*

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif

Deuxième session

Bangkok, 7-9 décembre 2011

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Défis posés par la réduction de la pauvreté et le développement inclusif en période de forte inflation

Défis posés par la réduction de la pauvreté et le développement inclusif en période de forte inflation et de prix élevés des denrées alimentaires en Asie et dans le Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

La forte inflation et les prix élevés des denrées alimentaires demeurent des problèmes majeurs dans une grande partie de la région de l'Asie et du Pacifique et menacent de freiner aussi bien la croissance économique que la réduction de la pauvreté, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et le développement inclusif. La CESAP a estimé que, sur la période 2011-2012, les économies de l'Asie et du Pacifique perdraient 1,5 point de pourcentage de croissance du produit intérieur brut par rapport à 2010 du fait de l'augmentation des prix des combustibles et des denrées alimentaires. La CESAP a estimé également que 19,4 millions de personnes de plus ont continué à vivre dans la pauvreté en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie en 2010, et que toute nouvelle augmentation de ces prix pourrait maintenir jusqu'à 42,4 millions de personnes de plus dans la pauvreté en 2011.

Les pressions inflationnistes se développent sous l'effet de facteurs liés aussi bien à la demande qu'à l'offre. Comme celles qui se manifestent actuellement dans la région proviennent surtout de l'offre, le recours à la seule politique monétaire comme principal instrument pour combattre l'inflation peut n'être pas indiqué. Pour contenir l'inflation des produits alimentaires, il conviendrait de mettre davantage l'accent sur la productivité agricole et sur la coopération Sud-Sud axée sur les connaissances et la technologie. Des stocks régulateurs de denrées alimentaires devraient être constitués au niveau national comme au niveau régional pour stabiliser les prix. La protection sociale devrait être renforcée par la distribution de cartes d'alimentation aux nécessiteux ou par des programmes de transfert de ressources ciblés afin de minimiser les effets défavorables sur les pauvres. À l'échelle mondiale, la CESAP recommande des mesures décisives de la part du G20 pour modérer la volatilité des prix du pétrole et des denrées alimentaires, qui entrave considérablement le processus de développement.

* Le présent document est sorti plus tard que prévu car les données nationales pertinentes n'étaient pas disponibles à la date fixée initialement.

Les pays membres souhaiteront peut-être faire part de leur expérience concernant l'impact d'une forte inflation et de prix alimentaires élevés. Le Comité est invité à donner au secrétariat son avis sur les politiques qui permettraient de réduire l'effet négatif de ces phénomènes sur la réduction de la pauvreté, le développement inclusif et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Table des matières

	Page
I. Introduction.....	2
II. Aperçu général de la situation de la pauvreté.....	3
III. Tendances de l'inflation.....	5
IV. Causes de l'inflation.....	9
V. Impact d'une forte inflation et de prix élevés des denrées alimentaires sur la croissance et la pauvreté.....	11
A. Impact sur la croissance économique.....	12
B. Impact sur la pauvreté.....	12
VI. Politiques permettant de contenir l'inflation et de minimiser ses effets défavorables sur les pauvres.....	15
 Tableaux.	
1. Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté dans un certain nombre de pays.....	4
2. Quelques économies de la région de la CESAP: taux d'inflation des prix à la consommation, 2008-2012.....	8
 Figures.	
1. Inflation des prix à la consommation, par sous-région 2010-2012.....	6
2. Impact d'une forte inflation et du prix des denrées alimentaires sur la pauvreté	14
3. Comparaison entre l'indice global des prix à la consommation et l'indice des prix des denrées alimentaires dans un certain nombre d'économies en développement, moyenne de la période août 2010-août 2011.....	14

I. Introduction

1. La forte inflation et les prix élevés des denrées alimentaires demeurent un problème majeur dans la plus grande partie de la région de l'Asie et du Pacifique. Ils menacent de freiner aussi bien la croissance économique que la réduction de la pauvreté, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ou encore le développement inclusif. Les pressions inflationnistes peuvent provenir aussi bien du côté de la demande que du côté de l'offre. Toutefois les taux d'inflation constatés actuellement dans la région proviennent surtout de facteurs liés à l'offre, parfois aggravés par la financiarisation croissante des marchés des produits de base, ce qui accentue la volatilité des prix à court terme. Le recours à la seule politique monétaire comme principal instrument pour contenir les pressions inflationnistes provenant de la demande peut n'être pas très efficace. Un ensemble plus complet de politiques est

nécessaire pour tenir compte simultanément des facteurs et contraintes liés à l'offre. En outre, des mesures ciblées sont requises pour protéger les pauvres des effets adverses de l'inflation.¹

2. Le présent document a pour principal objectif d'analyser les causes d'une forte inflation et de prix élevés des produits alimentaires dans la région et d'évaluer l'impact sur la croissance du produit intérieur brut et sur la pauvreté afin de proposer des solutions pour contenir les pressions inflationnistes et protéger les pauvres et les groupes vulnérables de la société. La section II donne un aperçu de la situation de la pauvreté dans la région. On y verra que la région a fait des progrès appréciables pour réduire la pauvreté au cours des dernières décennies mais que le rythme auquel ces résultats ont été obtenus devrait se ralentir en raison des taux élevés d'inflation. La section III passe en revue les mouvements récents de l'inflation dans les pays de la région et analyse les causes d'un niveau élevé d'inflation. La section IV traite des effets de l'inflation sur la croissance du PIB et sur la pauvreté. Enfin de la section V suggère des mesures propres à contenir les pressions inflationnistes et en minimiser les effets adverses sur les pauvres et les groupes les plus vulnérables en vue de promouvoir un développement inclusif.

II. Aperçu général de la situation de la pauvreté

3. La région de l'Asie et du Pacifique a fait de remarquables progrès pour réduire la pauvreté au cours des quelques dernières décennies. Toutefois, la pauvreté demeure un problème majeur.² En 1990, près de la moitié de la population de l'Asie et du Pacifique vivait dans l'extrême pauvreté – définie comme étant celle des personnes qui n'ont pour vivre que moins de 1,25 dollar par jour (en parité de pouvoir d'achat). En 2007, l'incidence de la pauvreté avait diminué de quelque 50 %, un quart environ de la population de la région continuant à vivre dans l'extrême pauvreté. En chiffres absolus, l'effectif des personnes vivant dans la pauvreté est passé de 1,55 milliard en 1990 à 996 millions en 2007 bien qu'au cours de la même période, l'effectif total de la population de la région soit passé de 3,3 milliards à 4 milliards.³ Selon une projection, le nombre des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans la région n'atteignait plus que 862 millions en 2010. La réduction plus rapide de l'incidence de la pauvreté dans la région a rapproché le taux régional du taux moyen mondial jusqu'à ce que les deux taux deviennent comparables en 2007. La région de l'Asie et du Pacifique comptait alors 61 % des pauvres du monde, proportion analogue à celle de sa part de la population mondiale.

4. Au niveau des sous-régions, d'après les données les plus récentes, l'incidence de la pauvreté est la plus élevée en Asie du Sud et du Sud-Ouest (36,1 %); viennent ensuite l'Asie du Sud-Est (21,2 %), l'Asie de l'Est et du Nord-Est (13 %), et l'Asie du Nord et l'Asie centrale (8,3 %). Bien que le taux de pauvreté ait diminué dans toutes les sous-régions à partir de 1990, ce sont l'Asie de l'Est et du Nord-Est et l'Asie du Sud-Est qui ont enregistré les réductions les plus rapides.

¹ CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2011* (Publication des Nations Unies, numéro de vente. E.11.II.F.2), p. 32.

² *Paths to 2015, MDG Priorities in Asia and the Pacific*. (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.10.II.F.20), p. 8.

³ *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific* (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.11.II.F.1).

5. De nombreux pays ont fixé leur propre seuil national de pauvreté, mais les estimations de la pauvreté fondées sur ces seuils ne sont comparables ni d'un pays à l'autre en raison des différences de seuils, ni dans le temps en raison de l'évolution des méthodes de calcul et des définitions du seuil de pauvreté. Ce sont là des divergences dont il importe de tenir compte. Cela dit, la Chine a été en mesure de ramener le taux de pauvreté de 6 % en 1996 à 4,2 % en 2008 (voir tableau 1). En Inde, ce taux est passé de 36 % en 1994 à 27,5 % en 2005. Le Bangladesh, le Népal, le Pakistan et Sri Lanka ont également enregistré une diminution sensible de l'incidence de la pauvreté dans le temps.

Tableau 1.

Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté dans un certain nombre de pays

Pays	Période	Première année	Année intermédiaire	Dernière année
Arménie	(1999, 2001, 2009)	54,8	48,3	26,5
Azerbaïdjan	(1995, 2001, 2008)	68,1	49,6	15,8
Bangladesh	(1992, 2000, 2005)	56,6	48,9	40
Cambodge	(1994, 1997, 2007)	47	36,1	30,1
Chine	(1996, 1998, 2008)	6	4,6	4,2
Fidji	(1996, 2003, 2009)	25,5	35	31
Inde	(1994, .. , 2005)	36	..	27,5
Indonésie	(1996, 1999, 2010)	17,6	23,4	13,3
Kazakhstan	(1996, 2001, 2002)	34,6	17,6	15,4
Kirghizistan	(1997, 2003, 2005)	51	49,9	43,1
Malaisie	(1993, 2004, 2009)	13,4	5,7	3,8
Mongolie	(1995, 1998, 2008)	36,3	35,6	35,2
Népal	(1996, .. , 2004)	41,8	..	30,9
Pakistan	(1999, 2002, 2006)	30,6	34,5	22,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	(1990, 1996, 2002)	24	37,5	39,6
Philippines	(1994, 2000, 2009)	40,6	33	26,5
Sri Lanka	(1996, 2002, 2007)	28,8	22,7	15,2
République démocratique populaire lao	(1993, 1998, 2008)	45	38,6	27,6
Tadjikistan	(1999, 2003, 2009)	74,9	72,4	47,2
Thaïlande	(1996, 2000, 2009)	14,8	21	8,1
Viet Nam	(1993, 2002, 2008)	58,1	28,9	14,5

Sources: Nations Unies, Indicateurs des objectifs du Millénaire pour le développement, voir <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Data.aspx> (consulté le 15 juillet 2011) ; Banque mondiale, *World Development Indicators online database 2011*; et sources nationales.

6. En Indonésie, l'un des pays les plus gravement touchés par la crise économique asiatique de 1997, la pauvreté s'est aggravée immédiatement après la crise, mais a ensuite régulièrement diminué. C'est ainsi que le taux de pauvreté est passé de 17,6 % en 1996 à 13,3 % en 2010. En Thaïlande, la pauvreté avait également augmenté dans le sillage de la crise économique asiatique mais elle a diminué les années suivantes et se situait à 8,1 % en 2009. Le Viet Nam a obtenu un succès majeur dans la réduction du taux de pauvreté, qui est passé de 58,1 % en 1993 à 14,5 % en 2008 sous l'effet d'une expansion rapide de l'économie. La plupart des pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale ont connu une augmentation du niveau de pauvreté au début des années 90, années qui correspondaient pour leurs économies à la phase initiale de leur transition de

l'économie centralement planifiée au système de marché. Toutefois, tous ont par la suite obtenu des succès dans la réduction de la pauvreté. Ainsi, au Kazakhstan le taux de pauvreté est passé de 34,6 % en 1996 à 15,4 % en 2002.

7. On voit donc que la région a connu une diminution assez régulière de l'incidence de la pauvreté. La tendance est toutefois moins claire pour ce qui est de l'inégalité du revenu. Un moyen de mesure globale de l'inégalité est offert par l'indice de Gini, qui est un indicateur synthétique de la répartition du revenu. Sur cette base, l'inégalité est relativement forte au Cambodge, en Chine, en Fédération de Russie, en Géorgie, au Népal, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines, à Singapour, en Turquie, au Turkménistan et en Thaïlande, où le coefficient de Gini atteint plus de 40 %⁴ d'après les dernières données disponibles. Contrairement à ce qu'il en est pour la pauvreté, on ne relève pas de tendance régionale claire pour l'inégalité. Depuis le début des années 1990, l'inégalité semble être accrue au Bangladesh, au Cambodge, au Népal et à Sri Lanka mais aurait diminué en Indonésie, en République islamique d'Iran, en Malaisie, au Pakistan et en Thaïlande, ainsi qu'en Fédération de Russie et dans la plupart des pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale.

8. La région dans son ensemble a fait d'importants progrès pour réduire la pauvreté. Toutefois une forte inflation, en particulier pour les produits alimentaires, menace ces progrès en empêchant de nombreuses personnes de sortir de la pauvreté et en en poussant d'autres dans la pauvreté. Toutefois, avant d'évaluer l'impact d'une forte inflation et de prix élevés des produits alimentaires sur la réduction de la pauvreté, il convient d'analyser les tendances de l'inflation dans les pays de la région et ses causes sous-jacentes.

III. Tendances de l'inflation

9. Si les pressions inflationnistes ont atteint un niveau record en 2007-2008 dans la région de l'Asie et du Pacifique, la survenue de la crise financière et économique mondiale a sensiblement réduit l'inflation en 2009. Les économies commençant à se redresser, les pressions inflationnistes sont réapparues sous l'effet de l'augmentation des cours mondiaux des produits de base, en particulier les combustibles et les produits alimentaires. Il en est résulté en 2010 une augmentation rapide de l'inflation dans les pays en développement de la région en général. On s'attend à une nouvelle augmentation en 2011, année pour laquelle l'inflation dans les économies en développement est estimée à 5,7 % contre 5 % en 2010. Vu les incertitudes qui entourent les cours mondiaux des produits de base, en particulier les combustibles et les denrées alimentaires, il est difficile de faire des projections sur l'inflation future. Cependant une certaine décélération est attendue en 2012 avec l'affaiblissement de la demande dans les pays développés, ce qui pourrait paraître réconfortant, mais il est important de noter que les prix sont déjà élevés et vont continuer à augmenter, ce qui entraînera des difficultés pour les économies et des conditions difficiles pour les groupes à faible revenu.

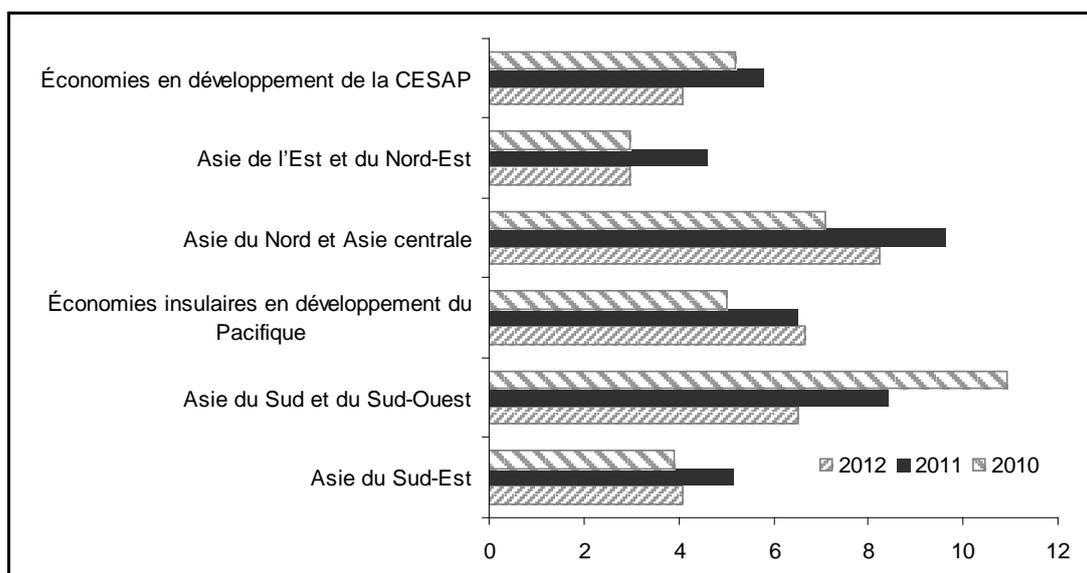
10. Les chiffres pour l'ensemble de la région masquent les différences de résultats entre les sous-régions et entre les pays. On peut obtenir un meilleur aperçu des tendances inflationnistes à partir de données désagrégées. Dans la sous-région Asie de l'Est et du Nord-Est, l'inflation est en hausse, bien qu'à un taux modeste et gérable : de 3 % en 2010 à un chiffre estimatif de 4,7 % en 2011

⁴ Ibid.

(voir figure 1). La hausse des cours internationaux des produits de base et la forte demande intérieure exercent sur les prix une certaine pression à la hausse, mais l'appréciation des monnaies nationales, en général, tempère l'inflation importée. Parmi les composantes de l'inflation, l'augmentation rapide des cours des céréales et autres denrées alimentaires est préoccupante. La région de l'Asie du Sud-Est connaît elle-aussi une augmentation des taux d'inflation, mais à un niveau relativement bas par rapport aux autres sous-régions. L'inflation y est en effet estimée à 5,5 % en 2011 contre 3,9 % en 2010.

Figure 1.

Inflation des prix à la consommation, par sous-région 2010-2012



Source: CESAP, à partir de sources nationales; Fonds monétaire international, *International Financial Statistics databases* (Washington, D.C., août 2011); BAsD, *Asian Development Outlook 2011* (Manille, 2011); CEIC Data Company Limited; et site Web du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants, www.cisstat.com, 4 août 2011.

Notes: Les taux d'inflation de 2011 sont des estimations et ceux de 2012 des prévisions (au 8 août 2011). Les économies en développement de l'Asie et du Pacifique sont au nombre de 37 (à l'exclusion de celles de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale). Les chiffres donnés ici pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Nord-Est ne comprennent pas le Japon. Les calculs sont fondés sur la moyenne pondérée du PIB en dollars des États-Unis en 2010 (aux prix de 2000).

11. En revanche, le taux élevé d'inflation pose un problème majeur en Asie du Sud et du Sud-Ouest, où il a été supérieur à dix ces dernières années et a atteint 10,9 % en 2010. On s'attend à une certaine décélération de l'inflation, avec un chiffre de 8,4 % en 2011. Toutefois les risques sont à la hausse. Comme l'inflation atteint les pauvres de façon disproportionnée, elle constitue une cause majeure de préoccupation dans de nombreux pays de la région où la pauvreté est très répandue. Entre d'autres facteurs, le niveau généralement élevé des déficits budgétaires attise l'inflation. Paradoxalement, lorsque les subventions, par exemple sur l'électricité et les produits pétroliers, sont fortement réduites pour contenir le déficit budgétaire, cela a également pour effet d'accroître l'inflation. La sous-région de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale connaît elle aussi une inflation élevée. On s'attend à ce que l'inflation y atteigne 9,6 % en 2011 contre 7,1 % en 2010.

12. La sous-région du Pacifique, en particulier ses économies en développement, fait face à des pressions inflationnistes et l'on s'attend dans ces dernières à un taux d'inflation de 6,5 % en 2011 contre 5 % en 2010. Si l'inflation a été induite par la hausse des cours mondiaux du pétrole et des produits de base, elle est également en partie le résultat d'une accélération des pressions sur les prix chez certains des partenaires commerciaux des économies insulaires en développement, en particulier l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

13. Au niveau national, la plupart des pays d'Asie du Sud et Sud-Ouest (tableau 2) connaissent des taux d'inflation élevés. Depuis plusieurs années déjà, l'inflation est supérieure à 10 au Pakistan, où elle avait atteint 20,8 % en 2009, pour passer à 11,7 % en 2010, et remonter à 13,9 % en 2011. L'augmentation des prix de l'électricité et du gaz naturel et la révision à la hausse des prix du pétrole à la suite de l'augmentation mondiale des cours ont augmenté les coûts de production et les prix d'autres produits de consommation. L'inflation est un problème majeur en Inde où elle entrave la poursuite d'une croissance économique dynamique. L'inflation des prix à la consommation (pour les travailleurs de l'industrie) est passée à plus de 12 % en 2010. Les prix des denrées alimentaires, qui occupent une large place dans le panier de la ménagère, sont restés élevés. On s'attend à une certaine décélération de l'inflation, qui passerait 7,5 % en 2011. Au Népal, l'inflation qui était de 10,7 % en 2010 s'est maintenue autour de 10 % en 2011. Des pressions inflationnistes sont également réapparues au Bangladesh, où l'indice des prix à la consommation est passé à 8 % en 2011 contre 7,3 % en 2010. À Sri Lanka, où le taux d'inflation élevé de 2010 avait relativement baissé, la tendance est à nouveau à la hausse. La République islamique d'Iran connaît depuis plusieurs années une inflation élevée dont le taux a été supérieur à dix pour 2010 et devrait le rester pendant tout 2011.

Tableau 2.
Quelques économies de la région de la CESAP: taux d'inflation des prix à la consommation, 2008-2012

(En pourcentage)

	Inflation ^a				
	2008	2009	2010	2011 ^b	2012 ^c
Bangladesh	9,9	6,7	7,3	8,0	7,5
Cambodge	25,0	-0,7	4,0	5,1	5,2
Chine	5,9	-0,7	3,3	5,1	3,0
Fédération de Russie	14,1	11,7	6,9	9,3	8,0
Fidji	7,7	6,8	5,4	3,8	3,9
Inde	9,1	12,4	12,0	7,5	5,0
Indonésie	10,1	4,8	5,1	6,1	5,8
Iran (République islamique d')	25,4	10,8	12,4	17,0	12,5
Kazakhstan	17,2	7,3	7,1	8,8	7,6
Kirghizistan	24,5	6,8	8,0	20,0	8,7
Malaisie	5,4	0,6	1,7	3,3	2,9
Mongolie	25,1	6,3	10,1	16,4	16,0
Népal	7,7	13,2	10,7	9,5	7,5
Ouzbékistan	12,7	14,1	9,4	11,6	12,3
Pakistan	12,0	20,8	11,7	13,9	12,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10,8	7,0	6,0	8,4	8,7
Philippines	9,3	3,2	3,8	4,3	4,3
République de Corée	4,7	2,8	2,9	4,2	2,9
République démocratique populaire lao	7,6	0	6,0	7,0	6,0
Sri Lanka	22,6	3,4	6,2	7,4	7,3
Thaïlande	5,5	-0,8	3,3	4,0	3,2
Turkménistan	13,0	10,0	12,0	15,0	12,0
Viet Nam	23,1	7,1	8,9	18,8	12,2

Sources: CESAP, à partir de sources nationales; Fonds monétaire international, *International Financial Statistics databases* (Washington, D.C., août 2011) ; BAsD, Asian Development Outlook 2011 (Manille, 2011) ; CEIC Data Company Limited; et site Web du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendant, www.cisstat.com, 4 août 2011.

^a Changements intervenus dans l'indice des prix à la consommation.

^b Estimations.

^c Prévisions (au 29 septembre 2011)

14. En Asie du Nord et du Centre, l'inflation dépassait 6 % dans la plupart des pays en 2010. Au Turkménistan, où elle était de 12 %, elle semble devoir rester supérieure à 10 en 2011. En Ouzbékistan et au Kirghizistan, elle devrait également atteindre des valeurs supérieures à 10 en 2011. Au Kazakhstan, le taux moyen annuel d'inflation était de 8 % en août 2011 contre 7,1 % en 2010 et l'on s'attend à ce qu'il atteigne 8,8 % d'ici à la fin de l'année. Dans la Fédération de Russie, l'inflation, qui avait été de 6,9 % en 2010, atteignait de 8,6 % en 2011 et devrait passer à 9,3 % d'ici à la fin de l'année. Dans la plupart des autres pays, on s'attend à ce qu'elle s'accroisse de 2010 à 2011 en raison de l'augmentation de la demande intérieure et des salaires réels ainsi que de la hausse du prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

15. Le Viet Nam souffre lui aussi d'une forte inflation. Sous l'effet de l'expansion du crédit, l'inflation y a dépassé 23 % dès 2008. Après être revenue à 7,1 % en 2009, elle a à nouveau augmenté pour passer à 8,9 % en 2010, et elle a dépassé 10, avec 14,7 % en août 2011. L'Indonésie a connu une montée des pressions inflationnistes de pair avec la hausse des prix des denrées alimentaires et du coût des transports. En août 2011, l'inflation y atteignait 6,1 % contre 5,1 % en 2010. De nombreux autres pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie de l'Est et du Nord-Est ont des taux d'inflation relativement bas, mais la tendance à la hausse de ces dernières années y suscite de graves préoccupations. Ainsi, en Chine, où l'inflation était de 3,3 % en 2010 son augmentation en 2011 oblige les autorités à prendre des mesures pour la contenir, notamment en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires. L'inflation atteignait 5,1 % en Chine en août 2011. En Thaïlande, elle devrait atteindre 4% en 2011, contre 3,3 % en 2010.

IV. Causes de l'inflation

16. Un certain nombre de facteurs ont contribué à la montée de pressions inflationnistes dans les pays de la région de l'Asie et du Pacifique. Les facteurs propres à certains pays particuliers ayant été signalés précédemment, il sera traité ci-après de certaines des principales causes de l'inflation qui sont communes à de nombreux pays de la région.

17. *Le relèvement économique* : Les économies en développement de la région ont opéré un vigoureux redressement après la crise économique mondiale de 2008-2009. La croissance du PIB y est passée à 8,8 % en 2010 contre 4,7 % en 2009.⁵ On s'attend à un certain ralentissement de la croissance en 2011 mais la tendance à la hausse devrait néanmoins rester forte. L'augmentation de la demande résultant de cette croissance robuste a fait monter les prix des biens et des services et c'est également la croissance économique qui est à l'origine des changements intervenus au cours des années dans les schémas de consommation. La demande de viande, de produits laitiers et d'autres produits riches en protéines a augmenté. Simultanément, la réponse de l'offre a été lente, le coût marginal de production et les prix de ces articles étant élevés: la production de viande et de produits laitiers exige en effet d'importantes quantités de céréales sous forme d'aliments pour le bétail.

18. *Cours mondiaux des produits de base* : L'augmentation plus rapide que prévu de la demande de produits de base à l'échelle mondiale a entraîné une hausse générale des prix. Les prix des combustibles et des denrées alimentaires ont augmenté sur les marchés internationaux, créant ainsi l'une des principales causes de la montée de l'inflation ces dernières années. Les marchés des combustibles et des produits alimentaires se caractérisent à court terme par une faible élasticité-prix de la demande et de l'offre, ce qui accroît la volatilité des prix de ces produits sur le marché. En outre les prix réagissent vivement aux informations sur les événements susceptibles d'affecter la demande ou l'offre présente ou future. Depuis le début de 2010, les prix du pétrole ont connu une rapide augmentation avec l'accroissement de la demande globale liée au retour de la croissance sur les marchés émergents, en même temps qu'à un certain nombre de chocs du côté de l'offre, résultant en particulier de l'instabilité géo-politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les projections du Fonds monétaire international indiquent une stabilisation des prix du brut autour d'environ 103

⁵ *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2011* (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.11.II.F.2), p. 16

dollars le baril en moyenne pour 2011, soit environ 30 % de plus que les niveaux de 2010.⁶ Cependant, une chute des prix du pétrole en août 2011 réduira peut-être quelque peu la moyenne pour l'année.

19. Parallèlement aux prix du pétrole, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont accusé une tendance régulière à la hausse depuis le début de 2010. L'indice des prix des denrées alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour décembre 2010 a dépassé le niveau record enregistré précédemment en 2008, avant le début de la crise économique. Depuis lors, cet indice n'a cessé d'afficher de nouveaux records au cours des mois suivants, ce qui a eu des effets de plus en plus dommageables sur les moyens d'existence des pauvres et a entraîné une montée des problèmes sociaux partout dans le monde. L'augmentation dramatique des prix du pétrole brut a rendu plus coûteux l'utilisation des engrais, l'exploitation des machines agricoles et le transport des denrées alimentaires sur les marchés. Le coût élevé de l'énergie se traduit par un coût plus élevé des cultures et par un prix plus élevé de la production. L'offre de denrées alimentaires, quant à elle, a subi de nombreuses perturbations en raison de conditions climatiques adverses ces dernières années. La production de blé des grands importateurs tels que la Fédération de Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et le Canada a souffert du mauvais temps. En août 2010, la Fédération de Russie a annoncé une interdiction des exportations de blé, ce qui a également contribué à faire monter les prix. Le blé n'est certes pas une denrée essentielle pour beaucoup de pays de la région, mais l'impact des prix du blé sur ceux des autres denrées essentielles résultant de l'accroissement de la demande de produits de substitution a été plus préoccupant. Les prix du riz à l'exportation ont sensiblement augmenté au quatrième trimestre 2010 par suite d'une forte demande liée en partie à l'effet de substitution du blé ainsi qu'aux chocs climatiques en Australie, au Pakistan, en Thaïlande et au Viet Nam.

20. Les perspectives pour les denrées alimentaires sont mitigées: on prévoit de meilleures conditions météorologiques dans les régions productrices de blé de la Fédération de Russie et de l'Ukraine et une production supérieure à la moyenne en Inde ; par contre, la Chine et le Pakistan ont à nouveau souffert d'inondations qui ont submergé de vastes superficies agricoles. L'incertitude continue à régner quant à l'offre de pétrole en provenance d'un certain nombre de pays. Dans l'ensemble, bien que la FAO s'attende à ce que l'offre soit suffisante pour les principaux produits agricoles en 2010-2011, il semble peu probable que les pressions qui s'exercent sur le prix des denrées alimentaires s'atténuent à court terme. Les faits précités font que l'inflation des produits alimentaires augmente plus vite que l'inflation générale.

21. *Conversion de produits alimentaires en biocarburants* : Si les forces du marché contribuent à déterminer les mouvements des prix comme on l'a vu ces derniers mois, d'autres facteurs d'origine humaine ont exacerbé la hausse des prix et, partant, ont sensiblement aggravé les difficultés des personnes défavorisées et vulnérables. L'augmentation des prix du pétrole constitue l'une des voies par lesquelles des politiques décidées par l'homme ont eu pour effet d'accroître davantage encore les prix des denrées alimentaires. Facteur critique pour les pauvres de la région, l'augmentation des prix du pétrole entraînerait indirectement une pression accrue sur les prix des denrées alimentaires par le biais des biocarburants. L'impact en ce cas serait particulièrement grave pour les

⁶ Fonds monétaire international, World Economic Outlook, septembre 2011.

pauvres pour qui les dépenses alimentaires représentent une plus forte proportion de leurs dépenses que l'énergie. Le rapport de prix entre denrées alimentaires et énergie est très visible, les prix du pétrole ayant rebondi après les niveaux relativement bas constatés durant la crise. Étant donné que les biocarburants ne sont viables que si le prix du pétrole est élevé, ces combustibles ont commencé à représenter une nouvelle utilisation compétitive des céréales, du soja, du sucre et des huiles végétales, et cette pression s'accroîtra si les prix du pétrole augmentent à nouveau. Les gouvernements encouragent la production et l'utilisation des biocarburants en fournissant des subventions et des crédits d'impôt pour promouvoir les sources d'énergie renouvelable et le développement durable.

22. *Rôle de la financiarisation des produits de base* : L'intégration des marchés des combustibles et des denrées alimentaires avec les marchés financiers a contribué à l'augmentation des prix de ces produits. Il est maintenant de plus en plus évident qu'une part importante de l'augmentation des prix et de la volatilité des denrées alimentaires et de l'énergie ne peut s'expliquer que par une tendance à la financiarisation croissante des produits associée à une augmentation des liquidités dans les pays développés. La plupart des observateurs s'accordent à estimer que la présence croissante d'investisseurs financiers sur les marchés des produits a contribué à une volatilité accrue en entraînant une réaction rapide et parfois excessive des prix à l'arrivée de nouvelles informations sur le marché. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement signale que la part des actifs en matières premières prise en compte dans le PIB global a plus que quadruplé durant la période 2008-2010 et que des corrélations à court terme ont été constatées entre les prix des produits et les positions financières.⁷ La pression actuelle en faveur de la spéculation est peut-être encore accentuée par l'expansion massive des liquidités résultant de politiques monétaires souples dans les pays avancés à la suite de la crise. En outre, le manque de confiance dans les avoirs monétaires des pays développés crée un stock croissant de fonds pouvant être investis et accroît l'intérêt pour des avoirs fondés sur des biens tangibles tels que les matières premières, l'or et d'autres métaux.

V. Impact d'une forte inflation et de prix élevés des denrées alimentaires sur la croissance et la pauvreté

23. Des prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie ont également des effets, directs ou indirects, sur plusieurs agrégats macroéconomiques, notamment la consommation, l'investissement, la production, l'inflation générale, la balance de commerce et la balance des comptes financiers. L'impact sur l'inflation générale est évident. De plus, lorsque le prix des carburants et des denrées alimentaires passe le premier cap de l'impact sur les prix intérieurs pour se répercuter sur les salaires, les taux d'intérêt sont généralement relevés pour contenir l'inflation pressentie. Une hausse du taux d'intérêt aurait des effets négatifs sur l'investissement, et un climat fortement inflationniste créerait des incertitudes de nature à décourager de nouveaux investissements. Pour les économies importatrices de denrées alimentaires et d'énergie, l'augmentation des prix à l'importation entraînerait certainement une détérioration des termes de l'échange et de la balance commerciale et, par voie de conséquence, des pressions pour une dépréciation du taux de change et une augmentation des prix d'autres biens de consommation et intrants de production importés. L'équilibre

⁷ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport sur le commerce et le développement, 2011 (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.11.II.D.3)

budgétaire serait menacé dès lors que les gouvernements prennent des mesures de protection sociale ou accordent des subventions aux prix pour protéger les pauvres. Un recours accru aux ressources publiques pour gérer l'impact défavorable des hausses des prix des denrées alimentaires et de l'énergie aurait pour effet de réduire les fonds officiels disponibles pour d'autres politiques d'appui à la croissance et de réduction de la pauvreté.

A. Impact sur la croissance économique

24. Une détérioration des fondamentaux macroéconomiques aurait des effets négatifs sur la croissance du PIB, qui resterait en deçà de son niveau potentiel. La gravité de l'impact différerait selon les économies et serait fonction d'un certain nombre de facteurs tels que le niveau de dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et d'énergie, l'importance des subventions officielles aux prix des denrées alimentaires et de l'énergie, l'importance relative de l'alimentation eu égard au niveau de revenu de l'économie et l'importance relative de l'énergie eu égard à l'efficacité énergétique de l'économie.

25. L'impact quantitatif de l'augmentation des prix des combustibles et des denrées alimentaires sur les variables macroéconomiques peut être estimé par une analyse contrefactuelle. Une telle analyse fait apparaître les résultats avec et sans augmentation du prix des combustibles et des denrées alimentaires, et la différence entre les deux scénarios révèle l'impact sur les variables macroéconomiques. Par exemple, le taux de croissance du PIB d'un pays particulier peut être estimé avec et sans augmentations des prix des combustibles et des denrées alimentaires, la différence entre les deux taux obtenus indiquant l'impact des hausses des prix de ces produits. Pour les importateurs nets de combustibles et de denrées alimentaires, cet impact serait négatif, ce qui signifie que la croissance du PIB serait plus faible en cas d'augmentation des prix des combustibles et des denrées alimentaires.

26. Selon cette méthodologie, la CESAP estime que les économies en développement de l'Asie et du Pacifique pourraient subir dans leur ensemble une perte économique de 1,5 point de pourcentage de croissance cumulative du PIB sur 2011 et 2012 par suite de l'augmentation des prix des combustibles et des denrées alimentaires ces deux années là par rapport à 2010.⁸ L'impact de la situation varierait selon les pays, les Philippines étant le pays le plus affecté en perte de pourcentage de croissance (2,4), devant la Thaïlande et la Malaisie (2,3), l'Inde (2,2), l'Indonésie (1,9), et la Chine (1,2).

B. Impact sur la pauvreté

27. L'augmentation du prix des denrées alimentaires résultant de l'augmentation des prix des combustibles et d'autres facteurs a des effets directs sur les moyens d'existence des pauvres et des groupes à faible revenu. La hausse des prix des denrées alimentaires réduit le revenu réel et les dépenses réelles et peut compromettre des décennies de progrès en matière de réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Cette hausse des prix se répercute sur

⁸ En raison de la situation hautement volatile des prix du pétrole, il est difficile de prévoir leur évolution. En 2010, le cours du pétrole brut de Brent a été de 79,5 \$ le baril en moyenne. Pour l'exercice en cours, on présume que le prix moyen du pétrole sera de 110 \$ le baril en 2011 et 2012. Les prix des denrées alimentaires augmenteraient d'environ 25 % en 2011 et resteraient relativement stables en 2012. Si les prix des combustibles et des denrées alimentaires restaient au niveau de 2010, les pays de la région enregistreraient une croissance supérieure. La perte de croissance due à la hausse des prix des combustibles et des denrées alimentaires est indiquée dans le corps du texte. Sans viser à donner des chiffres parfaitement exacts, cet exercice montre qu'il y a des pertes dans la croissance du PIB et que ces pertes sont substantielles.

la pauvreté de deux façons: des personnes ne peuvent sortir de la pauvreté du fait de la faiblesse de la croissance économique et d'autres sont précipitées dans la pauvreté par la baisse des revenus réels. Ainsi, les personnes qui vivent juste au dessus du seuil de pauvreté risquent fort de se retrouver dans la pauvreté du fait de l'augmentation du prix des denrées alimentaires. On peut mesurer en combinant ces deux groupes l'impact total de l'augmentation du prix des denrées alimentaires sur la pauvreté (figure 2). Inutile d'ajouter que les personnes qui se trouvaient déjà en dessous du seuil de pauvreté risquent de souffrir davantage encore.

28. L'augmentation des prix des denrées de base affecte également les pauvres d'une autre façon selon qu'ils sont vendeurs nets ou acheteurs nets de denrées alimentaires de base. Elle augmente les revenus des ménages vendeurs nets et accroît les difficultés des ménages pauvres qui sont acheteurs nets. Les difficultés des pauvres proviennent de ce qu'il leur faut consacrer une plus large part de leurs revenus aux denrées alimentaires essentielles de sorte qu'il leur reste moins pour d'autres produits alimentaires qui sont importants comme sources complémentaires d'énergie et de nutriments, ainsi que pour d'autres postes de dépense non alimentaires tels que la santé et l'éducation. D'une manière générale, les hausses inattendues du prix des denrées alimentaires de base ont un effet négatif immédiat sur les pauvres des villes, qui sont pour la plupart acheteurs nets. Cela est vrai aussi, à un moindre degré dans les régions rurales ; ainsi des études sur les activités rurales génératrices de revenus ont permis de constater qu'au Bangladesh, en 2000, 91 % des pauvres des campagnes étaient acheteurs nets des principales denrées alimentaires de base.⁹

29. Les économies des diverses parties de la région de l'Asie et du Pacifique ont connu entre janvier 2009 et juin 2011 des augmentations du prix des denrées alimentaires atteignant de 10 à 40 %. Cela a eu pour effet d'accroître les pressions inflationnistes, en particulier dans les économies à faible revenu, où ces prix tiennent une large place dans le panier représentatif de l'inflation. Par exemple, en Chine, en Inde, en Indonésie et en Thaïlande, l'indice des prix à la consommation comporte entre 33 % et 46 % de denrées alimentaires. Dans de nombreuses économies, l'augmentation des prix alimentaires a dépassé en 2010-2011 le niveau de l'indice global des prix à la consommation et représente un facteur clef de la hausse de l'IPC global (voir figure 3). Outre ses effets sur l'IPC, la hausse des prix des denrées alimentaires est préoccupante car ces produits représentent une plus forte proportion des dépenses chez les pauvres que dans la population en général, même dans les économies à faible revenu. La crise alimentaire de 2008 a précipité des millions de personnes dans la misère en Asie et dans le Pacifique.¹⁰ De la même manière, ce sont les pauvres tant des régions rurales que des régions urbaines, en particulier les acheteurs nets de denrées alimentaires, les paysans sans terre et les ménages dirigés par des femmes, qui risquent de souffrir le plus des prix actuellement élevés des denrées alimentaires.

⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « La flambée des prix des denrées alimentaires: faits, perspectives, effets et actions requises », document soumis à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome 3-5 juin 2008. Peut être consulté à l'adresse http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/foodclimate/HLCdocs/HLC08-inf-1-E.pdf. (consulté le 22 août 2011).

¹⁰ On estime que la crise alimentaire de 2008 a entraîné la sous-alimentation de quelques 76 millions de personnes. La proportion des personnes sous-alimentées a augmenté de 4 % pendant la crise. Voir CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009* (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.F.11).

Figure 2.
Impact d'une forte inflation et du prix des denrées alimentaires sur la pauvreté

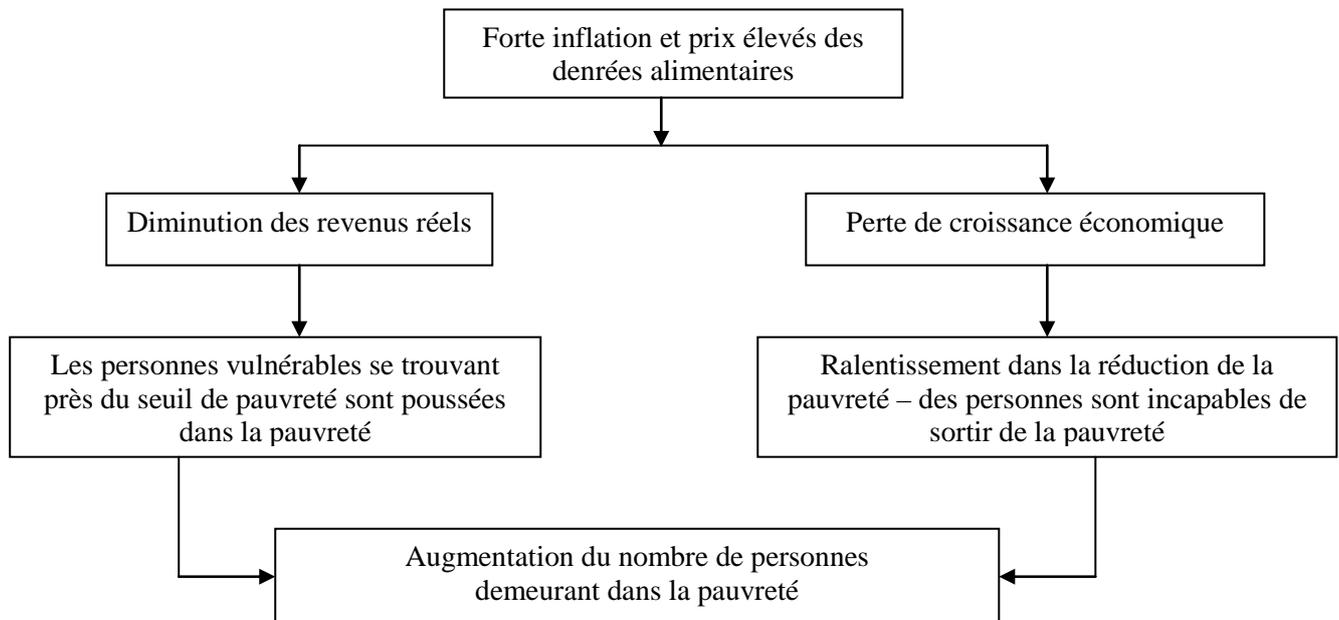
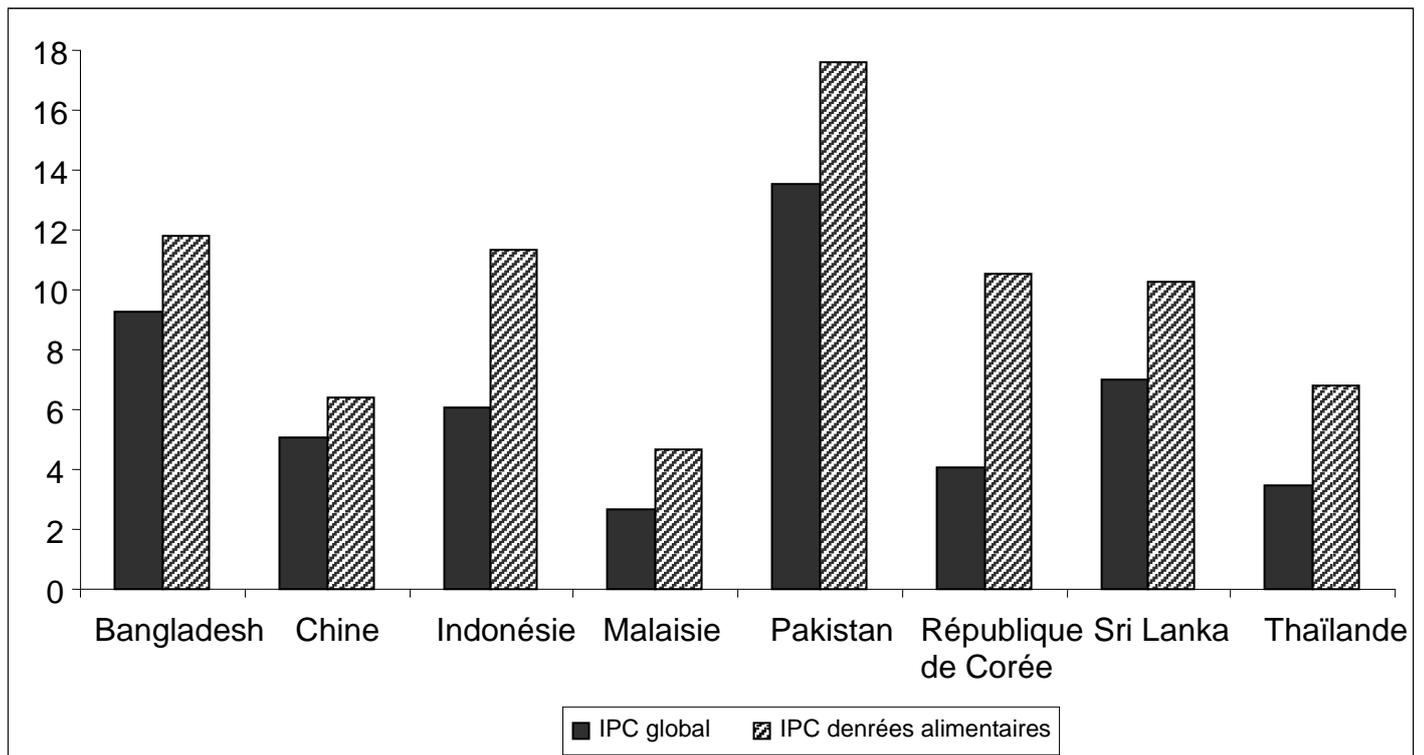


Figure 3.
Comparaison entre l'indice global des prix à la consommation et l'indice des prix des denrées alimentaires dans un certain nombre d'économies en développement, moyenne de la période août 2010-août 2011



Source: Calculs de la CESAP à partir de données de la CEIC Data Company Limited, voir <http://ceicdata.com/> (consulté le 18 juillet 2011).

30. La CESAP a estimé que selon le seuil de pauvreté de 1,25 \$ par personne et par jour, ce sont 19,4 millions de personnes de plus qui se sont trouvées maintenues dans la pauvreté du fait de l'augmentation du prix des denrées alimentaires et de l'énergie de 2010.¹¹ Sur ce nombre, 15,6 millions n'ont pu sortir de la pauvreté et 3,7 millions se sont retrouvées au-dessous du seuil de pauvreté.¹² Les simulations de la CESAP montrent que selon différents scénarios pour les prix des denrées alimentaires et des combustibles, ce sont de 9,8 à 42,4 millions de personnes de plus qui risquent de ne pouvoir sortir de la pauvreté en 2011. Le prix des denrées alimentaires de base n'ayant guère évolué dans la première moitié de 2011, l'impact devrait correspondre à l'hypothèse la plus faible. Il importe de noter cependant que même une stabilisation de la hausse des produits alimentaires en 2011 aurait encore un impact sur la pauvreté, les pauvres ayant toujours à faire face à des prix sensiblement plus élevés que ceux de 2010. Le pic intervenu dans les prix des denrées alimentaires en 2010 et 2011 pourrait avoir pour effet de retarder de quelque cinq ans la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à la réduction de la pauvreté dans de nombreux pays de la région, notamment dans les pays les moins avancés tels que le Bangladesh, la République démocratique populaire lao et le Népal.

VI. Politiques permettant de contenir l'inflation et de minimiser ses effets défavorables sur les pauvres

31. Les pressions inflationnistes proviennent de facteurs liés aussi bien à la demande qu'à l'offre. Actuellement, dans la région ces pressions viennent surtout du côté de l'offre. Recourir à la seule politique monétaire pour combattre l'inflation peut donc n'être pas la solution. L'augmentation des prix internationaux des produits de base peut réduire la demande globale dans les pays importateurs nets, et un resserrement excessif de la politique monétaire pourrait en pareille circonstance ralentir la croissance. Cependant, lorsque des facteurs liés à l'offre, tels que l'augmentation des prix mondiaux des combustibles et des denrées alimentaires entraînent, dans un deuxième temps, une augmentation des salaires et des prix intérieurs d'autres produits, le recours à la politique monétaire peut aider à contenir les attentes inflationnistes. Le resserrement de la politique monétaire peut favoriser un relèvement du taux de change, ce qui peut protéger dans une certaine mesure de l'inflation importée liée à l'augmentation des prix des produits de base. Les pays de la région dans lesquels le taux de change a été relevé enregistrent dans l'ensemble de moindres augmentations des prix intérieurs des denrées alimentaires et de l'énergie.

32. Désireux de contenir les pressions inflationnistes, de nombreux pays de la région ont commencé au début de 2010 à resserrer la politique monétaire, principalement en relevant les taux d'intérêt. Ces taux avaient été abaissés précédemment pour stimuler les économies et les aider à se relever de la crise économique et financière mondiale.

¹¹ CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2011* (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.11.II.F.2), p. 29.

¹² Étant donné le dynamisme économique de la région de l'Asie et du Pacifique, la hausse des prix des denrées de base s'est traduite non pas par une augmentation du nombre total des pauvres, mais par un ralentissement du taux de réduction de la pauvreté. Toutefois, si l'augmentation des prix avait été plus forte, le nombre de pauvres aurait certainement augmenté.

33. Comme les principales causes du niveau actuel élevé de l'inflation et du prix des denrées alimentaires se situent du côté de l'offre, nous examinerons ci-après, de façon quelque peu détaillée, quelques unes des options qui s'offrent en pareil cas.

a) **Productivité agricole** : Du côté de l'offre, le principal facteur à long terme à l'origine de l'inflation des prix des denrées alimentaires a été une diminution marquée du taux de croissance du rendement des récoltes associée à un manque d'investissements dans l'agriculture au cours des deux dernières décennies. Des efforts soutenus s'imposent donc pour accroître la productivité agricole moyennant un appui suivi au développement des cultures et au développement rural, ouvrant la voie à une nouvelle révolution verte à forte intensité de connaissances. L'utilisation de techniques modernes, de nouvelles variétés de semences et de meilleurs systèmes financiers pour l'apport de crédit aux agriculteurs devrait être encouragée. Une raison fondamentale de l'inflation chronique induite par l'offre tient à ce que la croissance des salaires réels a tendance à dépasser celle de la productivité de la main d'œuvre, même dans les économies où le chômage et le sous-emploi sont élevés. La solution consiste non pas à réduire ou limiter les salaires mais à accroître à la fois la productivité globale des facteurs et la productivité de la main d'œuvre, notamment dans l'agriculture, en inversant les politiques publiques qui ont fait négliger l'agriculture, et ce grâce à de meilleures incitations financières, à une attention renouvelée aux programmes de recherche et de vulgarisation agricole et à un meilleur accès au crédit et aux autres intrants. Une meilleure productivité agricole est particulièrement importante car, comme on l'a vu précédemment, il est établi que les prix des denrées alimentaires constituent des déclencheurs critiques d'inflation. Une plus forte productivité accroît les taux de salaire réels et les taux de change à un niveau compatible avec une faible inflation, ce qui a pour effet de mettre un terme au mécanisme de propagation de l'inflation.

b) **Coopération Sud-Sud pour accroître la productivité agricole** : Il existe d'importantes écarts, entre les pays et régions du monde, en matière de productivité agricole et de rendement des récoltes. Ces écarts peuvent être réduits grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire en matière de transfert des connaissances et des technologies. Une telle coopération a pour effet d'accroître l'introduction et l'adoption de variétés à haut rendement ainsi que la propagation de nouvelles technologies permettant de réduire les pertes après la récolte. Les efforts en cours en matière de recherche agricole concertée doivent être encouragés et leurs résultats diffusés dans les différents pays. À cet égard, il est utile de noter que le réseau d'instituts du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) – auquel appartiennent l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) aux Philippines et l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) en Inde – a recueilli de nouvelles connaissances et technologies agricoles qu'il a transmises aux systèmes nationaux de recherche agricole en vue de leur adaptation aux conditions géoclimatiques. La coopération Sud-Sud et triangulaire dans l'agriculture peut jouer un rôle important pour favoriser une deuxième révolution verte en Asie et dans le Pacifique.

c) **Stocks régulateurs de céréales** : Il conviendrait de créer des stocks régulateurs de céréales au niveau national et de les utiliser de manière anticyclique pour modérer la volatilité des prix. Toutefois, la création et la gestion de stocks alimentaires nationaux peuvent se révéler très coûteuse, notamment pour les petits pays. Pour cette raison, la mise en place de stocks

alimentaires aux niveaux sous-régional et régional constitue une meilleure option pour contrôler les mouvements des prix. L'initiative de réserve de riz d'ASEAN+3, qui doit être officiellement instituée par les pays membres en octobre 2011 offre un exemple à cet égard. Une autre initiative positive concerne l'accord, signé en 2007, pour la création d'une banque alimentaire de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) chargée de gérer des réserves alimentaires et d'appuyer les efforts nationaux et régionaux de sécurité alimentaire grâce à une action collective entre ses membres.

d) **Politiques de protection sociale** : En l'absence de programmes de protection sociale, les pauvres ne peuvent guère se prémunir contre une forte inflation et contre les prix élevés des denrées alimentaires que par des moyens limités et souvent indésirables par exemple en réduisant le nombre de leurs repas, en vendant leur bétail et d'autres actifs, ou en cessant d'envoyer leurs enfants à l'école. De tels moyens peuvent alléger parfois temporairement la faim mais ils risquent aussi avec le temps de conduire à la malnutrition et de mettre en péril les moyens d'existence et l'avenir des enfants. La portée des programmes de protection sociale de base est généralement très faible dans les pays en développement de la région de l'Asie et du Pacifique. Par exemple, 20 % seulement de la population a accès aux soins médicaux; 30 % seulement des personnes âgées reçoivent des pensions et 20 % des chômeurs et des sous-employés ont accès à des programmes destinés aux travailleurs tels qu'indemnités de chômage, programmes de formation ou de travaux publics, ou programmes de travail contre nourriture.¹³ En renforçant les programmes de protection sociale, on peut aider les groupes vulnérables de la société à faire face aux crises tels que les flambées des prix alimentaires. Il importe donc de renforcer la protection sociale par la distribution de coupons d'alimentation aux personnes dans le besoin ou par des programmes de transfert de revenu ciblés afin de minimiser les difficultés que rencontrent les pauvres pour qui les dépenses alimentaires représentent généralement une plus forte proportion du budget. Les programmes de cantine scolaire mis en œuvre dans certaines parties de la région sont importants pour réduire la malnutrition chez les enfants. Par ailleurs, les systèmes de distribution publique devraient être renforcés pour protéger les groupes vulnérables de l'augmentation du prix des denrées alimentaires.

e) **Interconnexions entre les marchés de l'énergie et des produits alimentaires et les marchés financiers** : Une politique d'ensemble est nécessaire lorsqu'il existe de fortes interconnexions entre les marchés de l'énergie et des produits alimentaires et les marchés financiers. Les prix du pétrole brut et des denrées alimentaires ont été de plus en plus reliés entre eux ces dernières années, en partie en raison de la conversion de produits alimentaires en biocarburants. Les politiques tentant à modérer la demande de pétrole brut – telles que la promotion de l'efficacité énergétique – vont dans le sens d'une amélioration de la sécurité énergétique et de la sécurité alimentaire. En outre, l'existence d'abondantes liquidités sur les marchés financiers internationaux a entraîné la présence croissante d'investisseurs financiers sur les marchés des matières premières, et la spéculation a probablement contribué à exacerber les flambées et les retombées des prix des matières premières. Il importe donc de promouvoir des politiques qui visent à stabiliser les marchés financiers internationaux, ce qui contribuera également à la stabilité des marchés internationaux des produits.

¹³ CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009* (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.F.11).

f) **Intervention à l'échelle mondiale :** Étant donné la gravité du problème, des mesures pour contenir les pressions inflationnistes aux niveaux national et régional peuvent n'être pas suffisantes. Une coopération à l'échelle mondiale est également nécessaire. La CESAP recommande une action décisive de la part du G20 – instance de premier plan pour la coopération économique mondiale – afin de modérer la volatilité des prix du pétrole et des denrées alimentaires qui a pour effet de perturber fortement le processus de développement. S'agissant de la volatilité des prix du pétrole, le G20, en tant que groupe représentant tous les principaux consommateurs, peut exercer une influence comparable à celle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole sur les marchés pétroliers (OPEC). Il peut convaincre l'OPEC et les autres pays producteurs de convenir d'un prix équitable pour le pétrole et de maintenir les mouvements des prix dans une certaine marge de fluctuation. Le G20 pourrait prendre d'autres mesures encore pour modérer la volatilité des marchés pétroliers, par exemple avec la création d'une réserve stratégique mondiale qui serait utilisée de manière contrecyclique.

34. Pour contenir la volatilité des prix des produits de base, il importe de prendre des mesures contre la spéculation et de renforcer la réglementation des marchés de ces produits. Les marchés mondiaux sur lesquels se déterminent les échanges et les prix des dérivés financiers liés à des produits de base devraient être plus étroitement surveillés afin d'éviter les bulles spéculatives. La législation nationale pouvant n'être pas suffisante à cet effet, la spéculation financière sur les cours internationaux des produits de base devrait être traitée dans le cadre de la coopération internationale. La réglementation à l'échelle mondiale des activités spéculatives peut être exercée par des instances telles que l'ONU ou le G20. Pour rétablir le bon fonctionnement des marchés des produits de base, il importe de fixer des règles plus strictes, notamment de plafonner le volume des positions et d'interdire les opérations pour compte propre de la part des institutions financières couvrant les transactions de leurs clients.¹⁴ Pour freiner la volatilité des prix des denrées alimentaires, le G20 pourrait aussi convenir de règlements concernant la conversion de céréales en biocarburants, donnant ainsi effet à l'initiative dite de « L'Aquila pour la sécurité alimentaire », qui comporte des dispositions concernant des mécanismes de financement conçus pour aider les pays en développement à atteindre la sécurité alimentaire.¹⁵

35. En conclusion, l'élaboration de politiques dans un environnement incertain et pour la réalisation d'objectifs multiples est devenue chose très complexe. La région doit maintenir son élan de croissance tout en faisant face aux pressions inflationnistes. L'ensemble de politiques adoptées devrait donc comporter des instruments conçus pour contenir les pressions inflationnistes avec le minimum d'interférences sur la croissance. Pour faire en sorte que la croissance soit plus inclusive, il importe que des politiques de protection sociale protègent les personnes vulnérables et les pauvres des effets dommageables de l'inflation.

¹⁴ CNUCED (2011), *Price Formation in Financialized Commodity Markets: The Role of Information*, p. 52.

¹⁵ CESAP, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2011* (Publication des Nations Unies, numéro de vente E.11.II.F.2), p. 46.